



L'IDEE

AZB / P.P. 3018 Bern

Jeunes UDC Romands

www.zeitungidee.ch

4/2020

Abo Fr. 35.-

VOTATIONS DU 29 NOVEMBRE 2020



Inutiles et dangereuses : NON aux deux initiatives de l'extrême gauche



Par Nicolas Fardel, secrétaire général de l'UDC Vaud – trésorier des Jeunes UDC Vaud, La Tour-de-Peilz (VD)

Quel est le point commun entre les deux initiatives soumises au vote le 29 novembre prochain ? Hormis le fait qu'elles n'amènent pas de solutions cohérentes, toutes les deux mettraient en danger la prospérité de

notre économie et menaceraient un grand nombre d'emplois. Le 29 septembre, soyons responsables en refusant ses deux initiatives extrêmes et inefficaces.

Tout d'abord, parlons de l'initiative dite « pour des multinationales responsables ». Il est vrai le titre est assez alléchant... cependant, ce texte menace l'économie, l'emploi et, par voie de conséquence, la prospérité de notre pays. Cette initiative, issue des milieux d'extrême gauche tel qu'amnesty international, cherche à imposer des entraves gigantesques aux entreprises et PME suisses. Elles seraient tenues responsables de toutes les violations possibles et imaginables des « droits humains » et des « impacts écologiques ». Aussi, plusieurs questions se pose : Comment définir un manquement aux droits humains (ou écologique) ? selon quels critères ? quels droits doit s'appliquer ? et surtout quelle est la légitimité de la Suisse d'intervenir dans la politique des pays extérieurs ?

C'est ce dernier point qui est crucial dans cette votation. Le texte prévoit que les entreprises suisses puissent être poursuivies en Suisse pour des fautes commises par des filiales et des fournisseurs à l'étranger. La justice ainsi que nos tribunaux ne doivent en aucun cas se mêler des affaires des autres pays. Les entreprises peuvent déjà être poursuivies pour leurs manquements là où ils se produisent. Le reste constitue une atteinte à la souveraineté et à l'Etat de droit d'autres nations.

Autrement dit, en cas d'acceptation de cette initiative, les tribunaux suisses seraient appelés à juger des faits qui se seraient produits en dehors de nos frontières. Or, il est en principe interdit d'ordonner des perquisitions ou des interrogatoires sur un territoire étranger. Pour un pays neutre comme le nôtre, ce texte équivaut à une ingérence inacceptable dans les affaires d'autres pays. Nous nous sommes toujours battus pour combattre l'influence des juges étrangers dans notre pays. Ce n'est pas pour faire la même chose aux pays du monde entier !



Il est également totalement aberrant de penser que des entreprises suisses soient responsables de violation des droits de l'homme et des problèmes écologiques (réels ou inventés). Au contraire, ce sont les entreprises de notre pays qui, dans de nombreux cas, sont exemplaires dans ces deux domaines. Pour rappel, de nombreuses PME (et pas uniquement des multinationales comme prétendu dans le titre de l'initiative) travaillent avec des fournisseurs du monde entier. Cette initiative imposerait une bureaucratie, une véritable usine-à-gaz administrative, avec pour conséquence des pertes d'emplois importantes. Dans une situation sanitaires difficiles où de nombreuses PME risque de faire faillite, cette initiative est complètement irresponsable et dangereuse à tous les niveaux.

NON à l'initiative nuisible du GGSA

La deuxième initiative superflue du 29 novembre concerne l'interdiction de financement de matériels de guerre. Comme mentionné par le Comité référendaire, le principal objectif du Groupe pour une Suisse sans armée (GGSA) a toujours été d'abolir l'armée. C'est dans cette perspective qu'il a lancé plusieurs initiatives, toutes rejetées par le peuple suisse en votation populaire. Aujourd'hui, les opposants à l'armée tentent d'interdire le financement du matériel de guerre. Leur initiative veut introduire dans la Constitution fédérale un quota rigide : il serait interdit à l'AVS, à l'AI, aux APG, aux caisses de pension, aux fondations et à la Banque nationale suisse de financer des entreprises qui réalisent plus de 5 % de leur chiffre d'affaires avec la fabrication de matériel de guerre. Cette initiative aurait des effets néfastes pour l'AVS, les caisses de pension et les PME suisses. Elle met en danger non seulement le système de défense de notre pays, mais aussi notre sécurité sociale. Elle nuit à l'économie et menace directement plusieurs milliers emplois.

En résumé, ces deux initiatives nuisent à la prospérité de notre pays en plus de manquer complètement leurs cibles. Pour une Suisse forte et sûre, c'est deux fois NON le 29 septembre !!!



Actualités des Jeunes UDC suisses en un clin d'œil

Dans cette rubrique, le président parle de l'actualité et des points politiques importants des jeunes UDC.

■ Les JUDC attaquent la JS frontalement

La bataille dans la campagne pour l'initiative des multinationales responsables devient brûlante. La jeunesse UDC n'en est pas totalement innocente. Notre parti accuse la JS et les ONG de colonialisme. L'initiative signifie que certains États devront supporter l'application des normes juridiques suisses sur leur territoire. Ce n'est pas seulement diamétralement opposé à la neutralité suisse, c'est aussi une pensée colonialiste, estiment les jeunes UDC. La JS et les ONG ne sont pas particulièrement bien disposés à cet égard. Pris sur le fait et enragés, ils nient cette image et jouent les bons gars. Ce sont en particulier les pays en développement, qui ont déclaré avoir besoin d'aide, qui seraient les plus touchés par l'initiative. Mais les socialistes n'ont jamais été particulièrement préoccupés par le sort concret des gens. Le pouvoir et le contrôle ont toujours été les biens supérieurs du socialisme, à l'instar du bien-être et de la liberté des gens. La jeunesse UDC mènera donc une

campagne engagée contre cette initiative extrême et rappellera également que nous serions le premier et le seul Etat à imposer des charges aussi lourdes à ses propres entreprises.

■ La jeunesse UDC soutient le référendum contre la loi CO₂

La Jeunesse UDC soutient la commission économique dans la collecte de signatures pour un référendum contre la loi sur le CO₂. De plus, le parti se réjouit de l'annonce faite par certaines régions de la grève du climat de reprendre également le référendum contre la loi anti-sociale sur le CO₂. Les JUDC sont agréablement surpris que même les cercles de gauche se rendent compte que la nouvelle loi sur le CO₂ n'est pas bonne pour le climat mondial. Au lieu de cela, l'échec de la loi entraînera une vague de nouveaux impôts et droits plus élevés, que les citoyens devront payer. Nous sommes contre une nouvelle loi qui coûte cher et n'apporte rien.

Gestion des grands prédateurs en Suisse

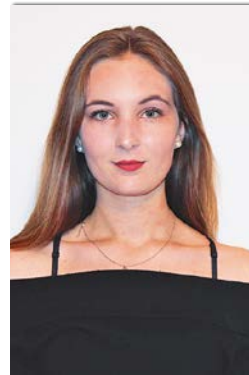


Par Léonard Martin
Jeunes UDC Valais-Romand

Le refus de la révision de la loi sur la Chasse le 27 septembre a lancé un vent froid sur les régions touchées par la problématique de ces « grands prédateurs ». Les opposants parlaient d'une loi d'abattage, qui irait contre la biodiversité. Alors que les initiants soutenaient que

celle-ci était nécessaire pour assurer la sécurité ainsi que la biodiversité de ces régions. Pendant des mois de campagne les opposants ont argumenté sur des mensonges et des approximations. Créant ainsi la rage des défenseurs du pastoralisme... Mélangeant le braconnage, les chasseurs ainsi que des faits non-avérés du service de la chasse Valaisanne... les opposants ont semé le trouble dans l'esprit des électeurs de la ville. Cette votation comme la loi Weber montre les limites du fédéralisme suisse, une majorité des cantons concernés ont voté oui et c'est une minorité de personnes qui ne sont pas soumis à ces problèmes qui ont choisis la façon dont cette problématique devait être gérée. La gestion de ces animaux doit revenir aux personnes qui sont tous les jours en contact avec ceux-ci. Le loup cause des dégâts énormes en Valais, sur 150 exploitations de montagnes il y en a plus de 30 qui ont fermés l'année passée, et nous parlons d'une dizaine en plus à la fin de cette année. Si on ne permet pas au canton de pouvoir intervenir vite, sans avoir une masse bureaucratique qui l'en empêche, ce problème prendra de plus en plus d'ampleur jusqu'à causer la disparition de ces travailleurs passionnés qui entretiennent nos espaces verts de montagne et nous fournissent des aliments de qualité provenant du terroir. Aux grands mots les grands outils mais il faut commencer à travailler avant qu'il soit trop tard et si une partie du peuple n'est pas pressé de le faire, laissons les peuples concernés travailler et prendre des mesures concrètes pour protéger ce qu'ils chérissent. La gestion des grands prédateurs passe par un fédéralisme accru et non une centralisation de décision.

20 suisse



Par Marion Vergères
Membre JUDC VS

En 2019, la consommation de vin en Suisse a augmenté. Le rapport « année viticole 2019 » nous montre que les vins de nos régions ont été plus appréciés que les années précédentes. Malgré le fait que ce breuvage soit de plus en plus consommé, il reste un problème majeur qui pèse sur le milieu viticole : les importations.

Celles-ci n'ont cessé d'augmenter et de mettre en arrière-plan le produit local en lui faisant concurrence notamment au niveau du prix. Les vigneron ne peuvent en aucun cas se battre contre un produit étranger subventionné à la production comme à l'exportation. C'est dans ce contexte que la branche a fait une demande d'aide financière à la confédération et sollicite sans cesse à cette dernière de revoir sa politique sur les importations. Malgré le fait que les vigneron aient tiré la sonnette d'alarme, les importations de vins étrangers ne cessent de croître.

Pour les vendanges 2020, la situation ne va pas s'améliorer. Prenant exemple pour le canton du Valais où l'IVV (Interprofession de la Vigne et du Vin du Valais) a, sans surprise, fixé des limites de rendements inférieures de 200 grammes au maximum autorisé. En plus de cela, on peut s'apercevoir que toutes les grandes enseignes de notre pays n'ont cessé de mettre en avant les vins étrangers au détriment de la production locale.

En tant qu'UDC, il est notre devoir de continuer à se battre aux côtés de nos vigneron afin de préserver la production de vins suisses et de ce fait, notre patrimoine.



La décadence de l'Occident : requiem pour l'Europe



Par Florent Morandi

Qu'est-ce qui ne tourne pas rond dans ce monde ? D'où viennent les maux de la société, cette plaie qui s'infecte discrètement, mais qui fait boiter tout notre continent ? Il existe de très nombreuses pistes pour expliquer les névroses de notre civilisation. Mais l'une telle est omniprésente autour de nous, mais tellement insidieuse qu'elle prend possession de nos esprits, les rendant serviles et dociles. C'est de ce poison fourbe dont je vais vous parler dans cet article.

Qu'est-ce qui ne tourne pas rond dans ce monde ? D'où viennent les maux de la société, cette plaie qui s'infecte discrètement, mais qui fait boiter tout notre continent ? Il existe de très nombreuses pistes pour expliquer les névroses de notre civilisation. Mais l'une telle est omniprésente autour de nous, mais tellement insidieuse qu'elle prend possession de nos esprits, les rendant serviles et dociles. C'est de ce poison fourbe dont je vais vous parler dans cet article.

An de grâce 2020, déjà tant de chemin parcouru par l'Humanité, tant d'épreuves surmontées, tant de progrès réalisés à travers les âges. N'oublions pas l'Histoire ! Cet immense livre inachevé, témoin de nos erreurs, mais aussi de nos réussites. Ces mémoires sont en danger. Certains, usant de méthodes Orwelliennes, parviennent progressivement à les diaboliser, à les faire oublier, voire – plus fourbe encore – à les fausser dans les esprits. Cette « déconstruction » d'éléments de l'histoire n'est pas seulement le déni du passé, c'est la négation de tout ce qui a apporté la condition humaine d'aujourd'hui, donc la société occidentale telle que nous la connaissons. Donc cette déconstruction n'est ni plus ni moins la négation de l'Homme lui-même.

Faut-il donc être pessimiste pour l'occident ? Les maux qui le rongent sont-ils si profonds ? Et bien oui. Du moins, ils le deviennent. Car depuis une vingtaine d'années, l'humanité est en train d'entrer dans une nouvelle époque, constituée de changement sociétaux majeurs et d'une remise en question de toutes ses composantes historiques. Les diversions spectaculaires sur la scène médiatique ne sont là que pour distraire notre attention, alors que s'immiscent aussi dans nos vies, de façon insidieuse, bien des liens visant à entraver durablement nos esprits.

D'humanisme à tyrannie post-progressiste

Et cette fois, ce n'est pas l'épidémie que nous traversons qui en est à l'origine. Les mesures de protection sanitaires, malgré les controverses qui les entourent, auront au moins eu l'avantage de reprendre provisoirement la main sur un peuple en pleine frénésie sociétale.

C'est plutôt la modernité héritée du 20^{ème} siècle qui a muté en un progressisme outrancier et destructeur version 21^{ème} siècle. Ces mouvements militants variés œuvrent fort à la « déconstruction » de nos modèles sociétaux, selon leur terminologie, c'est à dire ni plus ni moins que la destruction de l'ossature de notre civilisation.

Il y a plus d'un siècle déjà, c'est le modèle chrétien qui commençait à être affaibli par un désintérêt grandissant pour la religion, institution jugée « moyenâgeuse » et « dépassée ». Finis donc les « tu ne tueras point » ou les « aime ton prochain comme toi-même ». Les préceptes bibliques, dans leur composante métaphysique, jusqu'alors éléments importants de l'éducation des nouvelles générations en Europe, sont remisés au placard de l'histoire.

C'est ensuite la puissance des Etats eux-mêmes qui est émoussée, en particulier sur les cendres de l'Europe post Seconde guerre mondiale, avec

l'essor du colonialisme de l'Union européenne, monstre bureaucratique tentaculaire voué à la destruction des identités nationales des états victimes de son appétit de pouvoir sans fin. Les frontières commencent à tomber, les lois se font à Bruxelles, la justice à Strasbourg et les velléités nationalistes sont désormais attribués de la démoniaque « fachosphère ».

Les dards acérés de l'Union ne se contentent hélas pas de percer les carapaces d'états souverains. Ils y injectent aussi de nombreux venins, paralysant les discours libres des citoyens.

Ainsi, c'est ensuite le modèle familial qui se retrouve « déconstruit » par cette toxine appelée « progressisme ». Ce modèle qui a structuré des dizaines de générations à travers l'histoire est maintenant « désuet », coupable justement d'appartenir à une histoire dont certains ne veulent plus et font tout pour la renier.

Il est évidemment bien des épisodes de l'histoire à corriger. Le modèle patriarcal, par exemple, n'a pas toujours existé sous la même forme à travers les âges. Femmes et hommes ont durant des nombreux siècles partagé les mêmes droits, du moins lorsqu'ils avaient la chance d'en avoir. La femme a quant à elle toujours bénéficié de certains avantages liés à la nature biologique de l'être humain. Le patriarcat abusif et inégalitaire n'apparaît vraiment que dans l'histoire récente et est beaucoup lié à la révolution industrielle.

Mais la situation a su s'améliorer sous l'impulsion de nombreux mouvements féministes égalitaristes d'une légitimité incontestable. Ces progrès fantastiques dans la condition de la femme se sont fait sans « déconstruction » de quelque modèle que ce soit. Ils se sont produits au prix d'engagements politiques forts et dans le respect de l'histoire, telle une continuité et non une réappropriation. La société n'évoluant pas de façon laminaire, de tels réajustements ont toujours eu lieu, calmement et dans le respect des modèles en vigueur.

L'annihilation comme seul objectif

Ce que ces prophètes de la bien-pensance visent aujourd'hui, c'est l'anéantissement de tout ce qui a fait l'éducation, la culture et la grandeur européenne. La diabolisation unilatérale des modèles sociaux d'antan entraînent inexorablement une perte de repères au sein de nos civilisations. Ces repères qui ont engendré des valeurs essentielles à notre vie en société, tels que le respect d'autrui, le respect de l'autorité et des institutions, la bienséance, la courtoisie, ou encore l'honneur. Ces vertus sont assimilées à des mœurs lointaines et associées à des inégalités fantasmées.

Le monde de demain voulu par certains, c'est une société sans frontières, sans genres sexuels, sans Eglise, sans gouvernements, sans familles. Ajoutez à ces ingrédients la mode de la victimisation des auto-proclamés « opprimés » et de la culpabilisation des soi-disant « oppresseurs ». Mélangez bien le tout avec des pièces rapportées du monde entier, issues de cultures variées et, paradoxalement, souvent incompatibles avec le reste de la mixture. Vous obtenez alors la soupe progressiste rance que ces apprentis sorciers souhaitent mettre au menu du 21^{ème} siècle.

L'étape suivante, c'est le pourrissement de cette masse informe et la léthargie nihiliste de sa population, à la recherche constante du bonheur, qu'il soit matériel ou existentiel ; et sa lente décadence sans ambition ni révolte.

Jamais repue, seule la pieuvre UE trouve à se délecter de ce coulis âcre. Ses lobbyistes acharnés, marionnettistes capitalistes cachés derrière les décors de ce spectacle infâme, se frottent les mains devant des peuples asservis et dès lors incapables de penser, de peur d'être égorgés sur l'autel

du politiquement correct. Pour ces illusionnistes bruxellois, la moraline post-moderne n'a aucune valeur, pas plus que les traditions européennes. Seul compte le Saint-capital, ce dernier fruit blet produit par ces terres devenues infertiles.

Et monter les humains les uns contre les autres, hommes contre femmes, noirs contre blancs, riches contre pauvres ; c'est créer un chaos organisé au sein duquel les idiots-utiles de la bien-pensance s'érigent en messies, mettant alors inconsciemment leur médiocrité au profit du projet capitaliste en faisant vaciller la morale traditionnelle et les Etats, derniers remparts contre les abus du libéralisme.

Divide et impera, « Diviser pour mieux régner », cette vieille maxime attribuée à Philippe II de Macédoine prend alors tout son sens.

La dernière bataille des libre-penseurs

Cet avenir sombre pour notre civilisation occidentale n'est toutefois pas (encore) acquis. La machination machiavélique des progressistes se met lentement en route, empoisonnant le débat à coups de censure et de menaces de répression pour ceux qui auraient l'audace de résister. Ils arrivent petit à petit à installer dans les esprits le dogme bien-pensant. Mais certaines incohérences et maladroites viennent ralentir ce processus insidieux. Et c'est là que les esprits libres se doivent de résister, de dire « Non ! » à cette manipulation.

Car leur discours perd épisodiquement en crédibilité lorsque leurs dissonances cognitives font parler d'elles. Des absurdités jaillissent ça et là de leurs esprits enfumés, désarçonnant momentanément ces chevaliers de la justice sociale. Attendant donc le sauvetage médiatique qui s'en suit, leur unique échappatoire est dans un discours orienté vers la mauvaise foi, l'insulte et la diffamation de leurs opposants.

Le plus grand danger est donc de céder à leurs menaces, de croire à leur manichéisme qui nous place, nous les libre-penseurs, dans le rôle des méchants de l'histoire. Face à la médiocrité, sachons nous élever et devenir plus forts, tel que le suggère Nietzsche dans Par-delà bien et mal :

« [...] alors que la démocratisation de l'Europe engendrera un type d'hommes préparés à l'esclavage au sens le plus raffiné du mot, l'homme fort, qui représente le cas le plus isolé et exceptionnel, devra pour ne pas avorter être plus fort et mieux doué qu'il ne l'a jamais été, et ceci grâce à une éducation sans préjugés, grâce à la prodigieuse diversité de ses expériences, de ses talents et de ses masques. »

Entendons par là qu'il faut se sortir de cette spirale avilissante, de ce nivellement par le bas des esprits et de la paupérisation du débat. Battons-nous pour encore avoir la possibilité de se battre. Proposons notre progressisme à nous, de libre-penseurs, inspiré de l'histoire et respectueux des modèles qui sont le squelette de nos civilisations.

« Déconstruire » l'Europe, c'est entraîner le monde entier dans sa chute, tant le Vieux Continent a apporté et continue d'apporter au monde de par son histoire socio-économique, technique, artistique et culturelle.

N'ayons donc pas peur de refuser leurs dogmes castrateurs qui divisent les humains. Brandissons leur la beauté des différences entre les sexes, celles qui ont fait s'aimer hommes et femmes depuis de millénaires. Assumons l'histoire et prenons le soin de la comprendre et de nous en inspirer. Le gentilhomme d'antan, taxé aujourd'hui de patriarcal, n'était-il pas garant du respect et la courtoisie ? Le modèle familial traditionnel n'a-t-il pas en tous temps participé à l'apprentissage de la vie dans une société mixte ? L'école obligatoire n'est-elle pas une bonne introduction au respect de la hiérarchie et de l'autorité ?

L'Histoire contre la régression de l'Homme

Tous ces modèles sont voués à inculquer à chacun des codes moraux essentiels à la vie en communauté. Plus ils sont déconstruits, moins les générations futures n'auront de repères comportementaux et, par absence de codes moraux et d'éducatifs, ce seront les pulsions primaires animales qui dirigeront les individus ; amenant inexorablement des violences physiques, sexuelles et morales. L'Humanité retombera ainsi en direction de son sous-développement initial, faute de valeurs morales.

Sortons de cet engrenage destructeur en reprenant l'Histoire comme modèle, avec ses codes et ses enseignements. Respectons nous les uns les autres dans notre diversité, que nous soyons blanc, noir, hétérosexuel, homosexuel, femme ou homme ; et luttons pour une vraie civilisation prête à relever les véritables défis du 21ème siècle qui sont tout autres que ce la propagande veut nous laisser croire.



LA REDACTION

EDITEURS :

- Union
Centre Jeunes UDC Suisse

REDACTEURS (-TRICES) PERMANENT(E)S:

- Léonard Martin (VS)
- Elodie Jobin (JU)
- Simon Andenmatten (VS)
- Coraline Laub (VD)
- Florent Morandi (VD)
- Guillaume Kolly (FR)
- Leo Rouvinez (VS)
- Marion Vergères (VS)
- Nicolas Fardel (VD)
- Patrick Sonny (VD)
- Patrizia Mori (VD)
- Tania Balzarini (VD)
- Vincent Rey (VS)

MENTIONS LÉGALES

Directeur de la publication / Rédacteur en chef: Thomas Fuchs, a/Conseiller national et Conseiller cantonal, Berne-Niederbottigen tf@thomas-fuchs.ch

Éditeur: Association de soutien SVP/JSVP
Rédaction DIE IDEE, Boîte postale, 3001 Berne
Collaborateurs permanents: David Trachsel, 4052 Bâle; Erich Hess, conseiller national, député et conseiller de ville, 3018 Berne; Patrick Freudiger, avocat, député et conseiller de ville, 4900 Langenthal; Andreas Gerber, 3537 Eggwil; Timon Gavallet, 1636 Broc
Téléphone: 079 302 10 09

Fax: 031 981 41 61

Site internet: www.zeitungidee.ch

Courriel: idee@jsvp.ch

**PC-Konto:
Junge SVP Suisse 15-176039-8**

COMMENTAIRES ET ANNONCES

Des espaces publicitaires sont disponibles. Nos prix sont à disposition sur demande.

Les membres des Jeunes UDC et sympathisants de toute la Romandie sont libres de poster un article, une lettre ouverte ou un commentaire dans «l'Idée». Prière de vous adresser au rédacteur en chef pour plus d'informations.

Sauf en cas de dérapage flagrant, nous n'exerçons aucune censure ; les commentaires et lettres ouvertes ne doivent pas nécessairement être en accord avec la ligne de rédaction. Les débats contradictoires nourrissent la réflexion.

CONTACTS idee@jsvp.ch
+41 (0)78 847 23 90
CCP Jeunes UDC Suisse
15-176039-8
www.jsvp.ch



Essai sur le jugement et l'argumentation : sophismes et biais courants.

Me lancer aujourd'hui à commenter un sujet aussi complexe est une gageure. Car pour critiquer l'argumentation d'autrui, il faut soi-même faire preuve d'une certaine rigueur. Je ne me revendique certainement pas être un expert en la matière et je n'ai de loin pas la prétention de maîtriser totalement l'art de dissenter. Mais régulièrement excédé par des entorses graves à la manière dont il convient de développer et d'exposer ses points de vues, en particulier sur les réseaux sociaux, je pense qu'il est temps de mettre les points sur les « i ».

Pour commencer, remettons les choses dans leur contexte. Nous sommes dans le courant du premier semestre de l'année 2020, en pleine épidémie de Covid-19, les mesures fédérales et cantonales mettent à mal nos petites vies rangées et jusqu'alors bien réglées et ce havre de paix et de tranquillité qu'est la Suisse est transfiguré.

Une grande partie de la population est « confinée », ou du moins mise au congé forcé, avec la recommandation ferme de ne pas sortir et de ne pas se réunir. Du jamais vu. Monsieur et Madame Tout-le-monde s'ennuie et, dans son désœuvrement, traîne sur les réseaux. C'est alors que, pour se sentir exister, certains se sentent poussés à la remise en question. La remise en question des mesures des autorités, du gouvernement, de la population et j'en passe. Et là, ces « néo-Robin-des-bois 2.0 » se lancent dans des diatribes sur le net.

Voilà pour le décor. Mais cet état de faits n'est ni nouveau, ni étonnant. Cependant, ces divers comportements prennent des proportions inquiétantes comme la récupération d'infos non sourcées, la mauvaise foi, le dogmatisme, le complotisme, le sentiment d'invulnérabilité derrière son clavier. Mais, ce qui m'excède le plus, c'est surtout l'incapacité de certains de faire preuve d'esprit critique et d'objectivité.

Et c'est là que le sophisme s'installe. Ce sophisme qui peut tantôt convaincre d'autres individus dénués de sens critique, tantôt fermer un débat en empêchant un détracteur honnête de pouvoir sagement exposer son point de vue.

Je ne vais pas du tout entrer en matière sur le fond de ces différents débats. Ce qui m'intéresse d'analyser, c'est la forme ; et en particulier l'origine de ces arguments fallacieux qui empoisonnent et biaisent le débat public. Bien qu'inspirés de cas réels, les exemples cités ci-après sont fictifs et ne reflètent pas (forcément) mes opinions.

Premier exemple : « Mon rhumatologue m'a expliqué que le port du masque est totalement inutile contre la propagation du coronavirus. Il doit sûrement avoir raison car c'est un docteur ». Hé oui, le rhumatologue, par son cursus médical, semble à tout le coups être une source fiable. Mais il n'est pas épidémiologiste et son avis seul ne constitue pas une absolue vérité. C'est ce qu'on appelle un « argument d'autorité ».

Deuxième exemple : « Je suis sûr que le coronavirus n'est absolument pas dangereux. J'ai d'ailleurs trouvé trois articles qui l'attestent : [...] ». En effet, lorsque l'on tient absolument à prouver quelque chose, l'on trouve toujours des sources qui le confirment. Nous avons là un « biais de confirmation ». Sur internet, on peut y dénicher tout et son contraire. Mais pour construire des arguments solides, il ne suffit pas de multiplier les sources, il faut aussi les chercher avec criticisme et être prêt à revoir son jugement si celui-ci s'avère être erroné.

Troisième exemple : « Les gens sont révoltés contre les mesures prises par le gouvernement. La preuve, un groupe Facebook d'opposants rassemble déjà plus de 5'000 personnes ! ». Impressionnant, en effet. Mais absolument pas représentatif de l'avis général



de la population. Cette erreur de jugement est un « biais de faux consensus », c'est-à-dire croire que les autres sont d'accord, plus qu'ils ne le sont réellement.

Dernier exemple : « L'Etat n'a pas à m'imposer quoi que ce soit, c'est une privation de liberté ! ». Cette réaction, appelée « réactance psychologique », est un biais de perception de l'ordre social et une difficulté à suivre des règles lorsque la personne pense que sa liberté d'action va être diminuée. Alors oui, je vais me laisser aller à une position subjective : que les Jean Moulin du web se rassurent, la Suisse reste un pays de liberté. Et non, imposer un masque dans les magasins durant une certaine période ne va pas faire de Berne une nouvelle Pyongyang ou Téhéran.

Des biais cognitifs comme ceux-ci, on peut encore en rencontrer bien d'autres sur les réseaux sociaux. Je me suis donc arrêté à ceux qui me paraissent les plus poisons, les plus handicapants pour le débat.

Avoir un esprit critique, construire une argumentation saine, développer une rhétorique solide, respecter son opposant, voici quelques éléments qui font l'art de débattre. Pourquoi ces notions disparaissent-elles ? Par affaiblissement intellectuel de certains ? A cause des outils de communication qui permettent à tout le monde de donner son avis sur tout ? Mes compétences en sociologie ne me permettent pas de pousser la réflexion sur ces terrains-là.

Ces pièges spirituels semblent anodins, du moment qu'ils restent cantonnés à un commentaire Facebook, ou à quelques réponses sur Twitter. Mais ils sont le début d'un processus qui peut s'avérer malsain, voire dangereux. C'est là le début de la pensée dogmatique qui s'empare de certains simples d'esprits et les enferme dans un monde sans réflexion. Alors que certains se lancent dans des mouvements radicaux ou de la désobéissance civile, d'autres vont plus loin et se font embrigader dans des sectes ou des filières terroristes. Certes, je force un peu le trait, mais l'endoctrinement a toujours accompagné l'histoire de l'Humanité et se base sur une argumentation biaisée dirigée vers des individus sans jugement critique.

En conclusion, le cerveau humain permet une capacité de réflexion absolument fantastique. La plupart des politiques le savent et le maîtrisent. Mais l'impression de connaissance ne doit jamais dispenser du travail introspectif, de se poser la question : « ai-je vraiment raison ? ». Etre bien renseigné est beaucoup plus efficace que de tenter de persuader sur des sources floues. Hélas, ceci reste abstrait pour beaucoup.

« Un mince argument nous empêche souvent d'admettre une vérité sublime ; c'est un grain de sable dans l'œil, qui nous voile la lumière. »

- Jean Antoine Petit, dit John Petit-Senn, dans *Bluettes et boutades* (1846).

Faut-il séparer l'homme de son oeuvre?



Par Patrizia Mori

Ah le pangolin, sacré pangolin. On en avait entendu le nom mais peu savaient à quoi ils ressemblait vraiment... certes, il n'était pas au menu de nos restaurants chinois à la sauce européenne. Mais il est apparemment un plat alternatif succulent pour certains de nos amis

mandarins. Qu'est-ce qu'une petite bête d'apparence si innocente a bien pu nous apprendre ces derniers mois? Eh bien, plus qu'on put l'imaginer... Effectivement, elle nous a déjà appris où est Wuhan, et que les marchés de cette ville regorgent de petites bêtes exotiques qui extasient les papilles des habitants de cette région, mais pas que. Certaines d'entre elles sont porteuses d'un virus jusqu'alors inconnu, qui extasie aussi vos poumons. Ce virus, encore plus inconnu que son porteur d'origine, a mené le monde dans une chute de dominos sans précédent. Au vu de la gravité des symptômes, le régime chinois a préféré le cacher à la population mondiale. Les premières voix s'élèvent en Europe, sur l'imminence d'une pandémie, mais bien trop en ignorent les signes. La mémoire est courte et nos générations sont bien trop chuchotées: oh, t'as la grippe? Un Dafalgan et au lit! Sauf que la ce n'est pas qu'une grippe.

Ayant atterri en Europe, plus précisément en Italie par un vecteur ('patient 0') Allemand, et cela nonobstant les contrôles et le blocage des avions en provenance de Chine vers la péninsule, cette 'grippette' vit depuis sa meilleure vie.

A qui pouvons nous donner tort? A qui pouvons nous donner raison? Comme d'habitude, la seule chose ou nous serions d'accord, c'est de ne pas être d'accord. Mais c'est déjà un accord n'est-ce pas?

Alors j'aimerais faire un petit retour en arrière. Je ne veux pas démontrer que cela aurait pu être évité, certes impossible, ni démontrer qui a tort ou raison, mais du moins on aurait pu limiter la casse. Et par casse, j'entends: morts, malades, crise sanitaire, crise économique, crise sociale.

Voici comment, en quelques points, les idées considérées comme libertaires, 'conservatrices' ou 'xénophobes' démontrent toute leur importance.

Le contrôle aux frontières: au début nous voulions absolument pas nous avouer que le 'virus chinois' comme on aurait pu le baptiser, était dangereux. Je me rappelle des italiens, qui continuaient à sortir dans les restaurants asiatiques malgré les alertes, afin de ne pas passer comme des 'racistes'. Les amis, de 'mieux contrôler les frontières parce que cela risque de tuer ta grand maman' au 'nazisme' il y a un fossé d'au moins un océan + 3 galaxies.

L'importance d'assurer nos indépendants: ah, que c'est la grande vogue de consommer local chez nos amis sous-gariens. Bien. Aujourd'hui votre classe politique préférée se trouve un peu au pied du mur. En effet celle-ci

en 2009 avait refusé l'assurance chômage aux entrepreneurs et aujourd'hui elle revient sur ses dires, en disant que ceux-ci méritent mieux que l'aide sociale. Et moi qui parlait de mémoire courte...

'Si t'aimes pas L'UE c'est parce que t'es raciste': certes... c'est aussi très raciste de se bloquer les masques entre pays non? Dans la déclaration de Schuman (1950) «L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble: elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.» En effet, dans les faits, on a des lois qui nous imposent comment cueillir des patates et qu'elles doivent peser maximum 150g à la vente, sous peine d'amende. Par contre, quand il s'agit d'une pandémie qui tue sans relâche ou de débarquements en masse au large de nos côtes, plus personne ne s'aide. L'altruisme forcé n'est pas de l'altruisme. L'histoire le montre encore une fois.

La pollution: la droite afin de contrer les menaces de sur notre écosystème propose le télétravail si possible (moins de trafic, moins de transports en commun bondés) qui prouve son efficacité aujourd'hui. Aussi, l'arrêt du nucléaire prôné par nos amis 'green' pose un véritable problème: vraiment, t'as cru que trois panneaux solaires sur un toit pouvaient faire fonctionner tout un hôpital, ton 'Netflix quotidien' et faire bouillir tes pâtes?

La responsabilité individuelle: Alors là on pourrait en faire tout un livre. Ah zut, il y en a plein à ce sujet.... Et s'il y a plein d'ouvrages sur ce terme c'est bel et bien que sa définition n'est pas simplement 'égoïsme' ou 'individualisme'. Si vous ne voulez pas lire, vous cassez pas la tête, on a une belle démonstration en live ces temps...

L'armée: 'beuuuh je veux pas faire la gueeeree l'armée c'est maaaaal'... ca me manque d'entendre les bobos en colère revenez s'il vous plaaaaait!

Les frontaliers: on revient au point 'racisme'. Ce. N'est. Pas. Du. RACISME. Etre frontalier n'est pas une race. Par contre oui, ca crée un dumping salarial et encore une fois, faire traverser la frontière à 90'000 personnes chaque jour, faut se l'avouer, c'est pas top niveau pollution. Le Tessin a continué à faire passer 60'000 travailleurs dont la majorité on aurait pu se passer. Et ce malgré le lockdown de l'Italie. Le frontalier est un esclave des temps modernes, il existe pour assouvir l'économie d'un pays. Cette pandémie en fut une belle illustration. Merci.

Alors, faut-il séparer l'homme de son oeuvre? Et vous l'aurez compris, par homme j'entends pangolin. Et part oeuvre... tout le bordel mentionné dans cet article. Faut-il tuer tous les pangolins? Ben non... Ou tous les hommes qui en ont mangé? Non plus, cela dit il faudrait peut-être arrêter... Dénoncer, tuer, instrumentaliser la crise, donner raison à l'un et tort à l'autre n'est pas une solution. Mais apprendre de nos erreurs, oui. La bien-pensance de la gauche trouve aujourd'hui ses limites, certes d'une façon inattendue et laide. Mais suite à cette crise épouvantable, peut-on encore parler de 'bien-pensance'? La classe du centre-droite s'en fout des origines, orientation sexuelle, religion, classe sociale et j'en passe. Elle défend les faits et cherche à aider concrètement le citoyen, quel qu'il soit.

J'aurais jamais cru dire cette phrase de ma vie mais...: merci Monsieur le pangolin, vous nous avez donné une sacrée leçon.

NON
À L'ADHÉSION INSIDIEUSE
À L'UE



Le Conseil d'Etat vaudois entretient la désobéissance civile en refusant de combattre la mendicité



Par Nicolas Fardel, secrétaire général de l'UDC Vaud – trésorier des Jeunes UDC Vaud, La Tour-de-Peilz (VD)

Malgré son interdiction, force est de constater que la mendicité est toujours bien présente dans la capitale vaudoise. Nous ne pouvons plus tolérer que les lois votées par notre parlement ne soient pas appliquées par laxisme politique. Ce faisant, le Conseil d'Etat bafoue la volonté exprimée par les

députés et députés vaudois et se fait complice des réseaux claniques qui organisent la mendicité dans notre canton.

Depuis plus de 10 ans, nous nous préoccupons des problèmes causés par les réseaux de mendicité organisés, mis sur pied par des ressortissants d'Europe de l'Est. Le problème était particulièrement préoccupant à Lausanne, en raison du laxisme politique tolérant à l'égard des réseaux de mendiants. C'est pourquoi, il devient maintenant urgent d'interdire et d'expulser du territoire les réseaux mafieux à l'origine de ces violations, ceci afin de renforcer la sécurité des Vaudoises et des Vaudois.

Combattre enfin le laxisme politique et la désobéissance civile

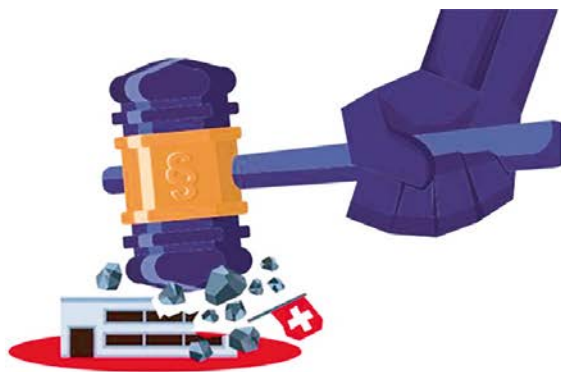
Dans son article, le journal « 20 minutes », fait état du « groupe d'une

douzaine de personnes étrangères s'adonnant à la mendicité en ville depuis quelques semaines déjà et qui sont dénoncées une dizaine de fois chacune, pour camping illégal, mendicité et violation de la loi fédérale sur les étrangers et ne paient pas leurs amendes, à supposer qu'ils les reçoivent, car ils ne résident pas officiellement en Suisse ». Cette situation n'est pas admissible et est principalement due au manque de volonté politique de mettre en application l'initiative populaire lancée par l'UDC Vaud en 2013. Les Vaudoises et les Vaudois ne doivent en aucun cas payer le laxisme et la complaisance du Conseil d'Etat envers les réseaux criminels.

Cette clémence vis-à-vis des réseaux mafieux rappelle l'attitude du Conseil d'Etat qui tolère la désobéissance civile dans nos rues, tolère que les élèves puissent sécher les cours pour des motifs politiques, tolère que notre police soit mise au défi et maintenant tolère les violations de nos propres lois. Quelle sera la prochaine étape ? Le Grand Conseil se doit, dès à présent, de mettre nos autorités devant leurs responsabilités afin que cesse enfin l'impunité dans le canton de Vaud !

Appliquer la volonté de nos institutions démocratiques

Nous n'acceptons pas que la volonté exprimée par le Grand Conseil vaudois soit bafouée et juge inadmissible l'attitude de la Conseillère d'Etat Béatrice Métraux, qui se permet de juger la pertinence des lois votées par le Grand Conseil dans le seul but de justifier l'inaction de son département. Notre section est déterminée à ne pas tolérer ce déni de démocratie et exige une application stricte et rapide de l'interdiction de la mendicité afin de préserver l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique.



Détruire les arts et métiers suisses ?



Initiative « Entreprises responsables » de la gauche radicale

NON





L'éducation orientée



Par Tania Balzarini
Membre JUDC VD

Durant trois ans, des centaines d'étudiants se rendent dans les gymnases vaudois, pour construire leur avenir. L'objectif du gymnase, selon la plupart des enseignants, est d'offrir aux élèves une vision objective du monde. Les jeunes étudiants devraient donc bénéficier de cours sans jugement politique. Des débats

équitable devraient être lancés pour leur permettre de travailler leur sens critique et, ainsi, avoir l'occasion de visiter différentes visions de la société. Le résultat est malheureusement tout autre. Ayant été récemment étudiante au gymnase, j'ai tristement découvert l'emprise de la bien-pensance, du politiquement correct, en un mot, de la gauche, au sein des établissements post-secondaires.

Il est toutefois essentiel de se souvenir qu'avant le gymnase, les écoles obligatoires entreprennent très tôt ce lavage de cerveau. En effet, dès mon plus jeune âge, j'ai souvenir d'enseignants, forts bien formés, mais néanmoins totalement orientés, cherchant à inculquer les « bonnes valeurs » aux élèves. De nombreuses lectures et activités plaignant les malheureuses conditions des pays en voie de développement nous étaient imposées. Nous devions tous être empathiques pour ces populations que nous avions faites souffrir, et ce, bien avant notre naissance, lors des colonisations. Il est injuste d'imposer cette constante culpabilité aux enfants. Les effets néfastes des colonisations ne peuvent être reprochés aux enfants en bas âge, encore ignorants de notre histoire. Cette insupportable autoflagellation est perpétuée tout au long de la scolarité et ne cesse de s'amplifier.

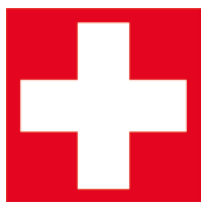
En effet, au gymnase, le résultat n'est guère meilleur. Les lectures sont elles aussi fortement orientées, les auteurs sont, pour la plupart, des hommes ou des femmes victimes d'inégalités provoquées en grande majorité par les

populations européennes. Durant mes années gymnasiales, la grande mode de lecture se portait avant tout sur les migrants. Le protagoniste, souvent très jeune, partait seul de son pays et narrait son voyage jusqu'à son arrivée en Europe. En tant qu'étudiants, nous analysions toutes les difficultés auxquelles le migrant faisait face et, en guise de conclusion, critiquions l'accueil que nos sociétés réservaient aux migrants fuyant leurs terres natales. Les analyses étaient toutes identiques, et si, par malheurs, nous ne partagions pas les mêmes opinions que nos camarades et professeurs, nous nous retrouvions parfois pénalisés dans nos notes finales.

De plus, les discussions et « débats » durant les cours sont aussi orientés et souvent unilatéraux. La droite n'a pas sa place dans les discours, sauf pour être critiquée. De la grève du climat aux divers mouvements féministes, les cours tournent en rond, et nous répètent en boucle les mêmes refrains moralisateurs, dont l'ultime objectif est de nous uniformiser.

Il est possible de déceler un paradoxe dans cette « mission d'uniformisation » que se sont attribués les professeurs. De nos jours, les jeunes adultes ne cessent d'être encouragés à se démarquer, à être eux-même, à assumer leurs différences qui, au final, forgeront leur identité propre. Cependant, l'éducation actuelle les forme à devenir tous semblables. Les élèves doivent tous détenir une même parole, leurs opinions doivent être les mêmes sous peine d'être rejetées par les enseignants, et par leurs collègues de classe. Cette mode se répand de plus en plus, les élèves participent (pour la plupart) aux diverses grèves, prêchent la « bonne parole », et ne supportent pas les idéaux de la droite et, plus précisément, celles de l'UDC. Bien qu'étant le plus grand parti de Suisse, l'UDC est détestée par une grande majorité des gymnasiens, et ce, à cause de la propagande des enseignants ayant pour la plupart des tendances vertes ou socialistes.

La triste conséquence de cette éducation orientée est la suivante : la bien-pensance est une réelle dictature de la part d'une partie du corps enseignant. Les étudiants sortant du gymnase sont totalement influencés par les idéaux idéalistes et abracadabrants de la gauche. En étant projeté dans la vie active, certains sont choqués par la réalité du monde externe, bien différente de celle dépeinte en salle de classe. D'autres, pour leur part, restent de doux rêveurs tout au long de leur vie, et effectuent à leur tour un lavage de cerveau sur les générations suivantes.



**La politique t'intéresse ?
Tu souhaites t'investir pour ton pays, La Suisse ?
Engage-toi dès maintenant !**

- Je souhaite devenir membre des Jeunes UDC
- Je souhaite m'abonner au journal « L'IDEE » en français (abonnement CH : CHF 35.–)

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

NPA _____ LOCALITE _____ CANTON _____

DATE DE NAISSANCE _____ TEL. _____

EMAIL _____ SIGNATURE _____

A remplir et renvoyer à : JEUNES UDC SUISSE, CASE POSTALE 6803, CH-3001 BERNE, IDEE@JSVP.CH

